



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
Affaire suivie par : Christophe HENNEBELLE  
christophe.hennebelle@developpement-durable.gouv.fr  
Tél : 02 72 74 77 94  
N/Réf : N3-2021-845

Nantes, le 02/05/2022

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

**OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Etablissement ARTOS à Chateaubriant– réexamen IED**

**REF :** Transmission du 3 février 2020 complété par un envoi du 7 avril 2022

Par transmission visée en référence, la société ARTOS a transmis son dossier de réexamen pour l'installation qu'elle exploite sur la commune de Chateaubriant. Le rapport de base concernant cet établissement date d'août 2014.

Des compléments ont été apportés sur le dossier de réexamen IED le 7 avril 2022 par l'exploitant à la suite d'une demande de compléments en date du 14 décembre 2021 de l'inspection des installations classées. Ces demandes portaient notamment :

- sur l'examen du BREF secondaire : « Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac » (EFS) – 2006 ».
- sur le périmètre IED,
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70,
- la vérification des dimensionnements et des caractéristiques des rétentions aux déchets stockés,
- la justification de la conformité à la MTD n°6 (concernant l'absence de contact des déchets avec les eaux de ruissellement).

Le présent rapport a pour objet de proposer les suites qu'il convient de réserver à cette étude et aux compléments transmis par l'exploitant.

## **1. Rappel de la situation administrative du site**

La société ARTOS est autorisée par arrêté préfectoral du 16 juin 2014 modifié à exploiter des activités qui relèvent notamment du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (« **Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes**, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte »). La quantité maximale de déchets est autorisée à 210 tonnes. A ce titre, l'établissement entre dans champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

## **2. Contexte réglementaire**

Conformément aux dispositions des articles R.515-70 à 73 du code de l'environnement, la société ARTOS a transmis un dossier de réexamen dans l'année qui a suivi la publication de la décision d'exécution n° 2018/1147 du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF



Tél : 02.72.74.73.00  
Mél : dreal-pays-de-la-loire@developpement-durable.gouv.fr  
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326 – 44 263 NANTES cedex 2

WT). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques disponibles.

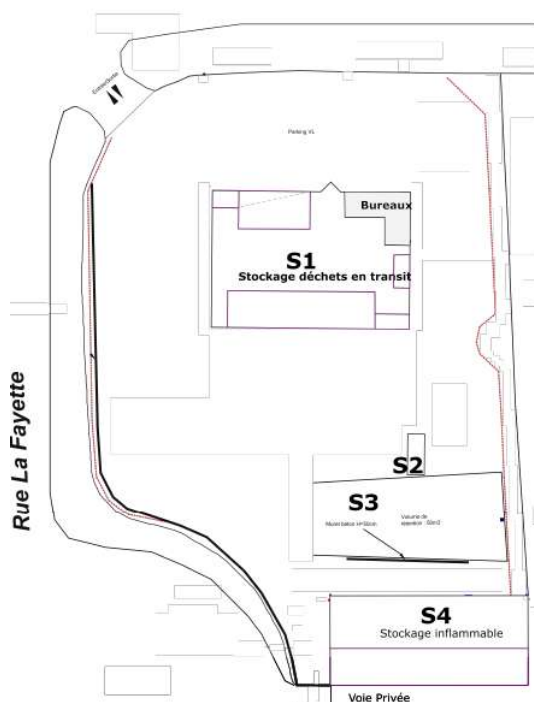
### 3. Présentation de l'établissement

#### 3.1 :Description de l'établissement

La société est installée depuis avril 2009 sur ce site. Les activités de transit de déchets, soumises à autorisation, ont débuté en juillet 2014. Auparavant le terrain était occupé par une société de réparation de matériel agricole. Le terrain est d'une superficie totale de 3 500m<sup>2</sup>.

L'ensemble du site est imperméabilisé afin d'éviter la pollution du sous-sol en cas de déversement accidentel.

Il n'y a pas eu de modification des installations depuis le dossier de demande d'autorisation initial. Les installations du site ont été mises en service conformément à la description faite dans le dossier de demande d'autorisation, à l'exception des 2 cuves de 25 m<sup>3</sup> de stockage des eaux souillées repérées S1G qui n'ont pas été installées.



Le site est constitué de 5 zones :

- S1 : un bâtiment de 400 m<sup>2</sup> comprenant les bureaux et une zone de stockage de déchets (capacité de 175 m<sup>3</sup>)
- S2 : un local pour les analyses des déchets ainsi que la zone de lavage des véhicules
- S3 : rétention de 50 m<sup>3</sup> servant pour le dépotage des camions citernes, la préparation des commandes, l'admission des déchets et les prises d'échantillons
- S4 : bâtiment couvert de 335 m<sup>2</sup> servant au transit de solvants inflammables propres ou sales(en attente de régénération) – capacité de 144 m<sup>3</sup>
- S5 : 3 bennes de stockage d'emballages métalliques souillées

ARTOS n'effectue aucun traitement de déchets.

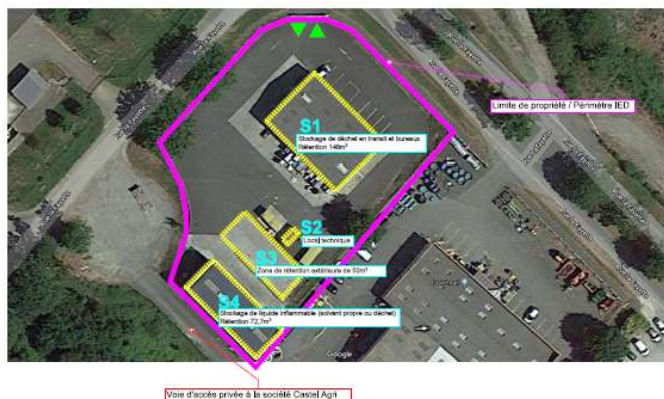
Les seules opérations sont des opérations de pompage, dépotage, regroupement de déchets.

La majorité des déchets est conditionnée et ne séjourne pas plus de 90 jours sur le site, ils sont envoyés vers des centres de valorisation, d'incinération, d'enfouissement ou de transit

spécialisés en fonction de leurs caractéristiques physico-chimiques.

Le site prend en charge différents types de déchets:

- peintures
- colles, résines,
- piles, accumulateurs, néon, D3E
- boues d'encre
- solvants inflammables, ...



#### 3.2 : Périmètre IED

Le périmètre IED concerne l'intégralité du site tenant compte des limites de propriétés de l'établissement.

Les installations IED du site sont repris dans l'extrait de tableau de situation administrative repris en annexe au présent rapport:

La rubrique principale visant l'établissement est la rubrique 3550.

L'établissement est ainsi visé par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets.

### Analyse de l'inspection des installations classées

Dans les compléments adressés en avril 2022, l'exploitant a analysé le contenu des parties § 5 et 6 BREF « Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac » (EFS) – 2006 ). A l'issue de cette analyse, l'exploitant a considéré qu'aucune MTD n'était pertinente concernant le site ARTOS : en effet l'activité d'Artos consiste en une activité de transit essentiellement dans l'emballage du producteur, ce qui limite les sources d'émissions atmosphériques notamment.

## **4. ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN IED**

### *4.1 : Complétude*

Le dossier transmis par la société ARTOS est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
  - Système de management environnemental ;
  - Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux
  - Prévention de la pollution atmosphérique ;
  - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
  - Prévention et gestion des déchets ;
  - Réduction des nuisances sonores ;
  - Gestion de l'efficacité énergétique.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

Conformément à l'article R 515-30 du code de l'environnement, un rapport de base est également joint au dossier.

### Analyse de l'inspection des installations classées

L'exploitant n'a pas demandé de révision des prescriptions applicables à son établissement.

***La société ARTOS n'a pas non plus demandé à déroger aux niveaux d'émission associées aux meilleures techniques disponibles.***

### *4.2 : Régularité*

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités par ARTOS. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R. 515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

Le site d'ARTOS étant un site de transit, les meilleures techniques disponibles concernant des opérations de traitement ne sont pas applicables. **Seule l'applicabilité des MTD 1 à 24 a par conséquent été étudiée par l'exploitant.**

La principale action à mettre en œuvre par l'exploitant est de formaliser un système de management environnemental (SME).

#### Analyse de l'inspection des installations classées

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets sur la partie relative au management environnemental. L'objectif était pour l'exploitant une mise en place d'un système de management efficient dans un délai de deux ans soit avant décembre 2021 avec par la suite une certification selon la norme ISO 14001 si nécessaire.

Dans le cadre des compléments remis par l'exploitant, ARTOS a justifié de l'adéquation du dimensionnement et des caractéristiques des différentes rétentions présentes sur le site avec les volumes de produits/déchets stockés. Ce thème pourra faire l'objet d'une inspection pour vérifier les déclarations de l'exploitant.

#### *4.3 : Inventaire des flux aqueux*

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant a établi un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux.

**En matière de rejets d'eau, à noter que le site n'est pas à l'origine d'émissions d'eaux industrielles.** Les seules eaux potentiellement polluées sont des eaux de ruissellement (pouvant se charger suite à dépôts de polluants sur les surfaces imperméabilisées ou toiture) et les eaux de lavage des camions.

Le site ne dispose pas de prélèvement d'eau en nappe ou dans un cours d'eau. L'approvisionnement se fait exclusivement par le réseau public AEP, avec deux branchements équipés de compteurs :

- l'un existant alimentant les locaux sanitaires du hall S1 et l'aire de lavage des camions (S2).
- Le second créé en 2012 pour l'alimentation du réseau de défense incendie interne.

La consommation annuelle d'eau est très faible puisque ne dépassant 30 m<sup>3</sup> (hormis en 2017 suite à une fuite sur les sanitaires).

Les eaux domestiques sont rejetées dans le réseau communal.

Les seules eaux rejetées vers le milieu naturel sont les eaux pluviales de voirie et des toitures des bâtiments. Un contrôle trimestriel des eaux de voirie est effectué en interne avec tous les ans un prélèvement et des analyses effectuées par un laboratoire externe.

Les dernières analyses ne montrent pas de dépassement des valeurs limites prescrites par arrêté préfectoral.

#### Analyse de l'inspection

Le site ne comporte pas de rejets d'eaux industrielles (hormis les eaux de lavage de camions faisant l'objet de prescriptions dans l'arrêté préfectoral réglementant le site) et la consommation d'eau est très faible.

Selon l'exploitant, il n'existe pas de contact entre les déchets et les eaux de ruissellement (les déchets étant stockés en bâtiments fermés abrités sans aucun contact avec les eaux de ruissellement).

#### *4.4 : Émissions atmosphériques*

Le site ne comporte aucun rejet canalisé.

L'exploitant a indiqué que les rejets diffus étaient très limités, car les déchets sont dans une grande majorité dans des contenants fermés. Par ailleurs, les plus gros volumes de déchets faisant l'objet d'opérations de transfert concernent des eaux souillées avec des faibles teneurs en COV.

#### Analyse de l'inspection des installations classées

Les rejets du site diffus sont limités (avec très peu d'ouvertures de contenants avec maintien des déchets dans leurs emballages d'origine essentiellement) et l'exploitant ne réalise aucune surveillance périodique de la qualité de ses rejets à l'atmosphère.

#### **4.5 : Conformité aux MTD issues des autres BREF**

L'exploitant a justifié dans son dossier de réexamen du respect ou de la non applicabilité des MTD des autres BREF listés au paragraphe 3.2, y compris vis-à-vis de la MTD n°6, en justifiant de l'absence de contact entre les déchets et les eaux de ruissellement.

### **5) RAPPORT DE BASE ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION**

L'article L. 515-30 du Code de l'Environnement prévoit que « l'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et, selon le contenu minimum, prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31 ».

Par ailleurs, le 3<sup>ème</sup> alinéa du paragraphe I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement définit deux conditions qui, lorsqu'elles sont réunies, conduisent à l'obligation pour l'exploitant de soumettre un rapport de base. Un rapport de base est dû lorsque l'activité implique :

- l'utilisation, la production ou le rejet de substances dangereuses pertinentes,
- et
- un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Compte tenu des activités exercées et des substances mises en œuvre sur le site, l'exploitant a transmis un rapport de base en août 2014.

#### **Complétude**

L'article R. 515-59 du code de l'environnement précise que le rapport de base contient « les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

*Il comprend au minimum :*

- a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;*
- b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges » mentionnés à l'article 3 du règlement CLP. »*

#### Analyse de l'inspection des installations classées

En 2014, des investigations sommaires avaient été réalisées par l'APAVE (4 sondages de sol et 1 piézomètre). En théorie, un diagnostic des eaux souterraines requiert, a minima, un piézomètre amont et deux piézomètres aval site. Par ailleurs, le diagnostic aurait gagné à intégrer, a minima, deux mesures (hautes eaux et basses eaux) et des mesures de gaz du sol au vu des polluants potentiellement à rechercher. Les analyses avaient porté sur les paramètres suivants (BTEX, Métaux lourds, COV, HAP, PCB, HCT).

Selon l'exploitant et le prestataire, ces investigations ont mis en évidence l'absence de pollution du sous-sol. Pour les eaux souterraines, toutes les valeurs pour les COV étaient inférieures aux limites de quantification hormis pour le trichloroéthylène, dont la valeur obtenue était de 0,28 µg/l (valeur nettement inférieure aux valeurs guides selon le bureau d'études). Le bureau d'études n'a pas révélé d'anomalie pour les autres paramètres.

## 6. SUITES ADMINISTRATIVES

En application des articles R. 515-73 II du code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose de notifier à l'exploitant la clôture de l'instruction de son dossier de réexamen suivant la lettre de notification ci-jointe.

A compter du 17 août 2022, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à l'établissement **sans préjudice des prescriptions actuellement applicables au site.**

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement  Christophe HENNEBELLE	L'inspecteur de l'environnement  Nathalie SIEFRIDT	Pour la directrice, L'adjoint à la chef de division Risques Chroniques  Julien CAILHOL

## Société ARTOS à Châteaubriant - Tableau de classement des activités

Rubrique	Désignation de la rubrique	Activité autorisée	Régime
2718	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793	La quantité de déchets est estimée à : 210 tonnes	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes		A
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations est : 144 m <sup>3</sup>	E
1434-1	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles	Un poste de chargement et de déchargement en récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : 30 m <sup>3</sup> /h	DC
4130-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation de produits rangés sous les rubriques 4130-2 ou 4140-2 est : inférieure à 10 tonnes	D
4140-2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides.		D
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	Le volume annuel de carburant liquide distribué est : environ 2 m <sup>3</sup>	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est : 1 m <sup>3</sup> de gasoil ou équivalent	NC
2711	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques	Le volume susceptible d'être entreposé est : 20 m <sup>3</sup>	NC
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.	La surface étant : 50 m <sup>2</sup>	NC
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est : 60 m <sup>3</sup>	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est : 10 m <sup>3</sup>	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 1 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 30 t	NC

	chronique 2.		
4722	Méthanol (numéro CAS 67-56-1).	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : inférieure à 5 t	NC
<u>Classement IED</u> : la rubrique IED principale du site est la rubrique 3550.			
<u>Classement Seveso</u> : Le site n'est pas classé Seveso (seuil haut ou seuil bas). L'exploitant s'assure régulièrement de ce non classement. En application des guides méthodologiques reconnus ou édités par le ministère en charge de l'environnement relatifs à la prise en compte des déchets pour la détermination du statut Seveso d'un établissement, l'exploitant met en place les mesures rendues nécessaires pour s'assurer de son non classement Seveso.			